



OTAN, suspends ton vol !

Par [Maurice Lemoine](#)

Mondialisation.ca, 15 mars 2022

[Mémoire des luttes](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#),
[L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Crise en Ukraine](#), [Crise en Ukraine](#), [UKRAINE](#)

Ce qui se passe en Ukraine a de très graves implications géopolitiques. Cela pourrait nous conduire à un scénario de troisième guerre mondiale.

Il est important qu'un processus de paix soit engagé afin d'éviter une escalade.

Mondialisation.ca n'est pas en faveur de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Un accord de paix bilatéral est nécessaire.

C'est l'histoire d'un type qui passe devant un chien et qui lui donne un grand coup de pied. L'animal jappe. Impassible, l'homme lui décoche un nouvel horion. Le chien aboie furieusement. Sans s'en préoccuper, l'homme le shoote à nouveau. Cette fois, le chien bondit et lui mord furieusement le mollet. Le type se tourne alors vers les amis qui l'accompagnent et fait : « Ah ! Vous voyez bien qu'il est méchant ! »

Le 24 février, arguant de ce que les territoires séparatistes du Donbass – les Républiques populaires de Donetsk et Louhansk – avaient sollicité l'aide de la Russie et que cette dernière était d'autre part progressivement encerclée par l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), le président Vladimir Poutine a déclenché ce qu'il a appelé une « opération militaire spéciale » contre l'Ukraine – en réalité, une invasion du pays voisin. En recourant à l'usage de la force en violation des principes juridiques du droit international et de la Charte des Nations unies, Poutine a pris l'énorme responsabilité d'un déchaînement de violence entraînant, pour Ukrainiens et Russes, son cortège de souffrances, de morts et de destruction. Provoquant l'effroi, resurgit du passé de la vieille Europe une maxime qu'on croyait oubliée : celle de Jacques Prévert – « *Quelle connerie la guerre !* » – dans son poème « Rappelle-toi Barbara ».

Comme d'habitude en pareille circonstance, le champ des réactions ne donne lieu à aucune surprise. Bottée, casquée, harnachée, l'union sacrée médiatique « publique-privée » sort la grosse artillerie dans une version où, sur l'air de « Johnny s'en-va-t-en guerre », tout est par définition noir ou blanc. A la marge, et tout en condamnant sans équivoque l'action de la Fédération de Russie, quelques voix de sensibilités politiques diverses contextualisent le conflit, en analysent la complexité et suggèrent que, si avaient été prises en compte les demandes légitimes depuis longtemps exprimées par Moscou, une telle catastrophe aurait pu ou dû être évitée – à l'instar (entre autres) de Dominique de Villepin, Hubert Védrine ou Jean-Luc Mélenchon. Lequel, de ce fait rebaptisé « poutiniste » (populiste étant devenu

éculé), est haineusement vilipendé par le club euro-atlantiste « en état de mort cérébrale » des Daniel Cohn-Bendit, Yannick Jadot, Alain Lipietz, Raphael Glucksmann ou Anne Hidalgo (Madame « entre 1,5 % et 3 % » dans les sondages d'opinion).

Bien que située de l'autre côté de l'Atlantique, l'Amérique latine se sent - et est de fait - concernée par ce conflit en apparence européen. D'où un premier constat : malgré une relative réactivation de la Communauté des Etats latino-américains et caraïbes (Celac) sous la récente présidence *pro tempore* du Mexique d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO), la région aborde la crise en ordre dispersé. Diverses, les prises de position s'y expliquent par les enjeux politiques et économiques propres à chacun des pays.

En inaugurant le Conseil permanent de l'Organisation des Etats américains (OEA) convoqué de façon virtuelle le 25 février, le secrétaire général de l'OEA Luis Almagro a joué son habituel rôle d'employé zélé du Département d'Etat américain en estimant qu'« aucune des raisons invoquées par le président russe ne peut être une excuse pour les actes qui sont commis sous ses ordres en Ukraine ». Vingt-et-un pays l'ont suivi - en réalité vingt, le Venezuela étant représenté par le pseudo gouvernement du président imaginaire Juan Guaido - en condamnant « énergiquement l'invasion illégale, injustifiée et non provoquée de l'Ukraine par la Fédération de Russie ». Parmi ces nations figurent la Colombie, principale alliée de Washington sur le sous-continent, mais aussi le Chili, l'Equateur, le Mexique, le Paraguay et le Pérou [1].

On a pu remarquer, au sein de ce bloc, certaines incongruités. Au Chili, un président récemment élu, l'ancien dirigeant étudiant Gabriel Boric (centre-gauche), aligné sur le chef de l'Etat sortant, néolibéral pro-américain et bourreau du mouvement social de 2019, Sebastián Piñera (droite). Après une première et sèche condamnation de Moscou, Boric, qui a pris ses fonctions le 11 mars, a partagé sur Twitter un message de 9 minutes du président ukrainien Volodimir Zelenski. Moins partisane, la Convergence sociale, dont est issu Boric, a rejeté « les solutions de guerre », exprimé sa « solidarité au peuple ukrainien » tout en prônant la fin des alliances militaires « dirigées par des grandes puissances ». A son échelon et fort de sa longue expérience politique, le Parti communiste chilien (PCC), dont trois membres participeront comme ministres au premier gouvernement Boric, introduit une nuance plus affirmée en estimant que « chaque pays doit assumer sa responsabilité ; en premier lieu la Russie ; mais aussi les Etats-Unis et l'OTAN ».

Le même cas de figure peut être observé au Pérou. Passablement erratique dans ses décisions, mais aussi déstabilisé par le « coup d'Etat lent » qu'a déclenchée la droite contre lui [2], le président Pedro Castillo s'aligne sans nuances sur l'arc de forces pro-Washington. En revanche, et même si Pérou libre, qui l'a porté au pouvoir, n'a pas émis de position officielle, le fondateur et secrétaire général de ce parti, Vladimir Cerrón, a publié une série de messages explicites sur son compte Twitter. Il y dénonce « le maintien de la structure militaire de l'OTAN », qui, pour lui, « n'est rien d'autre que la machine de guerre de l'Amérique du Nord et de l'Europe ».

Dernier représentant d'une « nouvelle gauche » annoncée ou souhaitée par beaucoup : le colombien Gustavo Petro. Donné potentiel vainqueur de l'élection présidentielle du 29 mai prochain, à la tête d'une large coalition, le Pacte historique, ce dernier a pour l'instant évité de se prononcer sur le fond. Les positions extrêmes du président Iván Duque ayant entraîné la circulation de rumeurs prétendant que la Colombie allait envoyer des troupes en Europe [3], Petro, lors d'un meeting de campagne (24 février), s'est impatienté : « Nous n'allons pas pouvoir aider la Russie ou l'Ukraine ou les Etats-Unis, nous devons nous aider

nous-mêmes ; nous sommes trop impliqués dans une autre guerre et dans la lutte contre la faim, pour aller maintenant tuer de jeunes Colombiens sur les champs de bataille d'Ukraine... » En d'autres termes : en pleine campagne électorale, Petro choisit de ne braquer ni ses alliés « anti-impérialistes » ni les éventuels ralliés centristes d'un second tour, moins enclins à mettre en cause les Etats-Unis.

D'autres pays, et non des moindres, condamnent l'usage de la force par Moscou, mais prônent la diplomatie, à l'image de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil ou du Mexique. Et pour cause. Aucun d'entre eux, et depuis longtemps, ne considère la Russie comme une ennemie. On rappellera que, en juillet 2014, une tournée de Vladimir Poutine en Amérique latine l'a amené à Cuba, au Nicaragua, mais aussi en Argentine, avant de se terminer à Fortaleza, au Brésil, à l'occasion du sommet des BRICS - au sein desquels, outre le Brésil et la Russie, figurent la Chine, l'Inde et l'Afrique du Sud. Une rencontre à Brasilia entre Poutine et la présidente Dilma Rousseff donna lieu à la signature d'accords économiques concernant les infrastructures, la santé, la technologie, l'éducation, la culture et des secteurs aussi stratégiques que l'aéronautique et la défense. S'agissant de cette dernière, fut envisagée « à court terme » la vente par Moscou aux forces armées brésiliennes d'un système de défense anti-aérien. Rebaptisé « *empeachment* », le coup d'Etat juridico-parlementaire du 31 août 2016 contre Rousseff mit un terme à ces relations jusqu'à une période toute récente puisque, lors d'une visite à Moscou, le président Jair Bolsonaro a rencontré son homologue Vladimir Poutine, en pleine crise ukrainienne, le 16 février dernier.

Explication : depuis le départ du républicain Donald Trump de la Maison-Blanche, les relations entre Brasilia et Washington se sont sérieusement refroidies. En conséquence, le Brésil a redécouvert le traitement réservé aux néo-colonies. Ce qui signifie qu'en 2021 Joe Biden lui a envoyé son chef de la CIA William Burns, puis le conseiller à la Sécurité nationale Jake Sullivan, pour faire passer un message impérieux : ne laissez pas la chinoise Huawei participer à la vente aux enchères de la 5G prévue pour cette année, « *sinon* » ... Le Brésil possède le plus grand marché des télécommunications d'Amérique latine - ceci expliquant cela. Même pour un satrape, pour peu qu'il soit un minimum nationaliste, ce genre de pression finit par agacer. D'où la même résistance lorsque les Etats-Unis ont lourdement insisté pour que Bolsonaro annule son déplacement à Moscou. Lequel, centré officiellement sur la promotion des relations commerciales bilatérales et l'éventuelle construction d'une centrale nucléaire en territoire brésilien, a finalement eu lieu - « *sans rien à voir avec la situation géopolitique dans l'est de l'Europe* », précisa le ministre des Affaires étrangères Carlos Franca à son homologue étatsunien Antony Blinken, qui l'interpellait.

Lorsque le général Hamilton Mourao, vice-président du Brésil, s'est exprimé en faveur d'un « *soutien à l'Ukraine* », il a été sèchement recadré par Bolsonaro. Depuis, ce dernier a précisé que le Brésil entendait rester « *neutre* » et Itamaraty (le ministère des Affaires étrangères) a rejeté « *l'intervention dans les affaires intérieures et les menaces d'agression contre toute nation, mais aussi les sanctions unilatérales telles celles que les Américains et leurs alliés ont annoncé qu'ils adopteraient contre la Russie* ».

Susceptible de revenir au pouvoir en cas de victoire de Luiz Inácio Lula da Silva en octobre 2022, le Parti des travailleurs (PT) s'est prononcé pour sa part le 24 février : « *La résolution des conflits en politique internationale doit toujours être recherchée par le dialogue et non par la force, qu'elle soit militaire, économique ou autre.* » En conséquence, le PT appelle à une résolution pacifique de la crise par la médiation, dans les enceintes multilatérales.

Le 22 octobre 2021, le ministre bolivien des Affaires étrangères Rogelio Mayta découvrait lui

aussi la Place Rouge. Quatre mois plus tard, le 22 février 2022, là encore en pleine crise Kiev-Moscou, les ministres russe de l'Énergie Nikolay Shulguinov et bolivien des Hydrocarbures Franklin Molina signaient d'importants accords énergétiques, en marge du sixième sommet du Forum des pays exportateurs de gaz à Doha (Qatar).

Le chef de l'État argentin Alberto Fernández est lui arrivé le 2 février en Russie pour y rencontrer « le maître du Kremlin » (selon l'inévitable formule des radoteurs de la « journalie »). La visite à Moscou de la présidente Cristina Kirchner, en avril 2015, après la tournée sud-américaine de Poutine en juillet 2014, avait été considérée comme un affront à Washington. Le déplacement de Fernández a donné lieu aux mêmes réactions. « *Je ne sais pas pourquoi cela a soulevé tant de poussière et pourquoi voyager en Russie et en Chine [où il rencontra Xi Jinping, les jours suivants] signifie que nous voulons avoir une mauvaise relation, par exemple, avec les États-Unis* », a réagi Fernández en soulignant que le monde est « multilatéral » et oblige à avoir « *des relations mûres et respectueuses avec tous les pays* ».

Au programme de la rencontre se trouvaient la participation d'entreprises russes dans la modernisation du réseau ferroviaire argentin, ainsi que des projets d'investissement dans les secteurs clés de l'électricité, du gaz, du pétrole et de l'industrie chimique. Toutefois, si Fernández fit sensation, c'est parce qu'il déclara que son pays devait « *cesser d'être si fortement dépendant du Fonds monétaire international et des États-Unis* » et annonça qu'il souhaitait faire de Buenos Aires « *la porte d'entrée de la Russie en Amérique latine* ».

On ajoutera à cette formule très remarquée une autre déclaration d'autant plus frappante qu'elle explique pourquoi, dans certains pays d'Amérique latine, la Russie est particulièrement appréciée : « *Vous étiez là*, a déclaré Fernández à Poutine, *quand le reste du monde ne nous aidait pas avec les vaccins.* » Au plus fort de la pandémie, alors que les nations riches monopolisaient scandaleusement les armes anti-Covid et refusaient d'en lever les brevets, c'est effectivement la Russie qui, avec 90 millions de doses de son Sputnik V, s'est portée au secours de l'Argentine, du Venezuela, du Nicaragua, du Mexique, de la Bolivie et du Paraguay (puis du Honduras et du Guatemala). Lui même vacciné avec Sputnik V, Fernández a fait de l'Argentine le premier pays d'Amérique latine à le produire dans ses propres laboratoires. D'aucuns ont dénoncé Moscou (de même que Pékin et La Havane) pour une opportuniste « diplomatie du vaccin ». Peut-être. Mais on ne voit pas en quoi celle-ci serait plus condamnable que la posture « occidentale » du « vous pouvez tous crever ».

Ce n'est donc pas du fait d'une « connivence écœurante » qu'un certain nombre de pays observent, à l'égard de Moscou, une attitude mesurée. Que ce soit à l'OEA où à l'Assemblée générale de l'ONU, les uns et les autres ont tenu peu ou prou le même langage. Ainsi, si l'ambassadeur de Bolivie à l'OEA, Héctor Enrique Arce, affirme que « *rien, absolument rien, ne justifie une quelconque forme de violence ou d'agression lorsque la perte regrettable de vies humaines est en jeu* », c'est sans condamner formellement la Russie. Sur Twitter, le 22 février, le ministre des Affaires étrangères mexicain Marcelo Ebrard se prononce « *en faveur d'une solution pacifique au conflit, du respect de l'intégrité de l'Ukraine et des résolutions des Nations unies* ». Un peu plus tard, le président mexicain Andrés Manuel López Obrador (AMLO) « *condamne énergiquement* » l'offensive russe, mais précise immédiatement : « *Nous n'allons décider d'aucune sanction économique parce que nous devons maintenir de bonnes relations avec tous les gouvernements du monde. Et nous voulons être en mesure de pouvoir parler avec les parties en conflit.* » AMLO se prononce également contre l'interdiction de médias russes : « *Cela s'apparente à de la censure. On ne peut pas d'un côté vouloir promouvoir la liberté et de l'autre la limiter.* »

Reçu à Mexico le 2 mars par son ami AMLO, le brésilien Lula se prononce également contre la guerre, non sans la contextualiser : « *Il est inacceptable qu'un pays se sente autorisé à installer des bases militaires autour d'un pays ; il est inacceptable qu'un pays réagisse en envahissant un autre pays.* »



AMLO et Lula, à Mexico, le 2 mars 2022.

Même en Amérique latine, la déclaration du ministre italien de la Défense Mario Mauro à l'occasion de la Conférence de Munich sur la sécurité, en février 2007, n'est pas passée inaperçue : « *L'usage de la force ne peut être légitime que si cette décision a été prise par l'OTAN, l'Union européenne ou l'ONU.* » Nul n'ignore que cette prépotence, cet exercice abusif d'un pouvoir absolu (on ne parle pas là de l'ONU), ont déjà été mis en œuvre, et depuis longtemps. Au début des années 1990, par exemple, en reconnaissant les Républiques sécessionnistes qui ne s'appelaient ni Crimée ni Donbass, mais Slovénie, Croatie, puis Bosnie-Herzégovine (OTAN : Deliberate Force, 1995) issues du démantèlement de la Yougoslavie. En 1999, lorsque l'OTAN, comme toujours sous commandement des Etats-Unis, bombardait la Serbie pendant soixante-dix-huit jours pour imposer l'indépendance du Kosovo en ignorant la Charte des Nations unies. En 2001, 2004 et 2011 lors de l'attaque, de l'invasion ou de l'occupation de l'Afghanistan (Force internationale d'assistance à la sécurité ; FIAS), de l'Irak (NTM-I) [4] et de la Libye (Unified Protector ; OUP), avec les conséquences « hautement positives » que tout un chacun connaît. De tels précédents n'excusent en rien l'expédition guerrière déclenchée par Moscou, mais disqualifient la crème des commentateurs qui, aujourd'hui en pointe dans la dénonciation de « la guerre criminelle de Poutine », se sont tus à l'époque, quand ils n'ont pas chaudement soutenu ces opérations.



Goabatchev, Hekmut Kohl, Hans-Dietrich Genscher évoquant la réunification de l'Allemagne, 15 juillet 1990.

Neuf novembre 1989 : le Mur de Berlin tombe. Le 9 février 1990, dans la salle Catherine II, haut lieu historique du Kremlin, le secrétaire d'Etat américain James Baker rencontre le dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev. Dans le cadre d'une discussion sur la sécurité soviétique, alors que les négociations sur la réunification de l'Allemagne battent leur plein, Baker prononce la fameuse phrase : « *La juridiction militaire actuelle de l'OTAN ne s'étendra pas d'un pouce vers l'est* [5]. » Le lendemain, 10 février, toujours au Kremlin, le chancelier allemand Helmut Kohl tient le même langage [6]. En mars 1991, à Bonn, devant Boris Eltsine (président de la Fédération de Russie) et Edouard Chevardnadze (ex-ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique), les représentants des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Allemagne s'engagent à nouveau à ce que l'OTAN ne s'étende pas au delà de l'Elbe (frontière entre les deux Allemagnes jusqu'en 1990) et à ce qu'elle n'accepte pas de nouveaux membres. Tant les archives britanniques qu'une récente enquête du magazine allemand Der Spiegel confirment l'existence de cet engagement [7].

Aucune de ces promesses n'a été tenue. En trente ans, avec l'incorporation de pays ex-membres du Pacte de Varsovie, de l'URSS et de la Yougoslavie, l'OTAN est passée de seize à trente membres [8]. En mars 2007, il y a quinze ans, Vladimir Poutine soulevait déjà le problème lors de la conférence annuelle sur la sécurité de Munich : « *L'OTAN a placé ses forces de première ligne à nos frontières ! (...) Contre qui cette expansion est-elle tournée ? Et qu'est-il advenu des assurances données par nos partenaires occidentaux après la*

dissolution du Pacte de Varsovie ? » Aucune réaction. Total mépris. La patience de Moscou s'épuise quand les yeux de Washington, Bruxelles et Mons (siège de l'OTAN) se tournent de plus en plus ostensiblement vers l'Ukraine. Le 8 juin 2017, le parlement de Kiev n'a-t-il pas voté (276 voix contre 25) un amendement législatif rendant prioritaire l'objectif d'entrer dans l'OTAN ? Les missiles stockés en Pologne ou en Roumanie sont susceptibles d'atteindre Moscou en quinze minutes (ce qui est déjà très peu) ; les mêmes déployés en Ukraine le feraient trois fois plus rapidement. Qu'en la personne de Poutine la Fédération de Russie sente menacés ses intérêts vitaux stratégiques n'a rien d'absurde, de paranoïaque ou d'étonnant. Un péril d'autant plus vécu comme une provocation que de sérieux contentieux opposent déjà les deux nations.

En 2010, quand Viktor Ianoukovitch arrive au pouvoir, c'est au terme d'élections reconnues comme légitimes. Depuis 1997, une Charte de partenariat spécifique a été signée entre l'Ukraine et l'OTAN. Tout en souhaitant maintenir le niveau de coopération existant, Ianoukovitch indique que, pour l'instant, il ne poursuivra pas l'objectif d'une adhésion à l'Alliance. En novembre 2013, il aggrave son cas en annonçant reporter la signature imminente d'un Accord d'association avec l'Union européenne « *pour mieux en évaluer les conséquences* ». Un président ne devrait pas dire ça ! Durant trois mois (21 novembre 2013 - 22 février 2014) des dizaines et parfois des centaines de milliers de personnes descendent dans la rue et se rassemblent au centre de Kiev, sur la place Maïdan (place de l'Indépendance). En théorie, il s'agit d'un mouvement pacifique. Il l'est en partie - gens ordinaires ; pro-européens ; opposants à Ianoukovitch, aux oligarques et à la corruption ; dirigeants libéraux ; nationalistes. Mais, en partie insurrectionnelle, la révolte ne s'arrêtera pas « *sans démission du président* ». La violence se déchaîne. Menée par les Berkut (forces de polices anti-émeutes), la répression ne fait pas dans la dentelle. La presse internationale prend fait et cause pour cette « *insurrection spontanée* ». Spontanée, peut-être, mais qui ne manque pas d'appuis intéressés.

Le 5 décembre 2013, à Kiev, au cours d'un sommet de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), la sous-secrétaire d'Etat américaine pour l'Europe et l'Eurasie Victoria Nuland a apporté son soutien aux manifestants : « *Nous sommes avec le peuple ukrainien, qui voit son avenir dans l'Europe.* » Elle appelle le *gouvernement à écouter la voix de son peuple* et, lisant à l'évidence l'avenir dans une boule de cristal, met en garde contre les risques de « *chaos et de violences* » s'il ne s'incline pas. Le 11 décembre, accompagnée de l'ambassadeur américain en Ukraine Jaffrey Pyatt, Nuland se rend place Maïdan et se mêle aux protestataires à qui elle distribue des gâteaux.

Comme auraient pu le faire - nul n'en doute une seconde ! - des dignitaires russes, iraniens, nord-coréens, vénézuéliens ou chinois pour encourager à New York les activistes d'Occupy Wall Street (2011) [9], ou les manifestations et émeutes du mouvement Black Lives Matter (2020) [10], ou même les violentes démonstrations des Gilets jaunes français (2018), ambassadeurs, politiciens et ministres en provenance de l'UE et des Etats-Unis défilent à la tribune de Maïdan.

Début décembre 2013, le chef de la diplomatie allemande Guido Westerwelle prend un bain de foule au milieu des manifestants. Le ministre des affaires étrangères canadien John Baird l'imité et, comme lui, s'affiche avec les dirigeants de l'opposition. Suivent, le 14 décembre, le sénateur républicain John McCain (candidat défait de la présidentielle américaine de 2008, président de l'International Republican Institute) accompagné du jeune sénateur démocrate Chris Murphy. « *Nous sommes ici pour soutenir votre juste cause, le droit souverain de l'Ukraine à choisir son propre destin librement et en toute indépendance* »,

lance McCain aux révoltés. Au cas où ceux qui l'écoutent, mais aussi les autres, n'auraient pas compris qu'ils peuvent choisir « en toute indépendance », il précise : « *Et le destin que vous souhaitez se trouve en Europe !* » Avant d'oser cet avertissement d'un cynisme (ou d'un comique) absolu : « *Nous voulons indiquer clairement à la Russie et à Vladimir Poutine que l'ingérence dans les affaires de l'Ukraine n'est pas acceptable pour les Etats-Unis.* » Thèse que reprendra un peu plus tard (sans rire davantage) le conseiller adjoint à la Sécurité nationale de Barack Obama, un certain... Antony Blinken (aujourd'hui secrétaire d'Etat) : « *Tant que la Russie suivra la voie des provocations plutôt que d'essayer de résoudre cette question par des moyens pacifiques et de favoriser une désescalade, il y aura des conséquences et ces conséquences iront crescendo.* » Vice-président des Etats-Unis, Joseph Robinette Biden, dit Joe Biden, appelle Ianoukovitch à retirer les forces de l'ordre de la rue. Et de laisser prendre « le Capitole » ? Il ne le précise pas.



John McCain, Euromaïdan, 14 décembre 2013.

Lorsqu'ils ont effectué leur pèlerinage sur la place Maïdan, tous les admirables démocrates qui s'y sont succédés avaient manifestement oublié leurs lunettes. Idem pour Bernard-Henri Lévy quand, à peine reposé du chaos qu'il a contribué à provoquer en Libye, il hurle à ses nouveaux « combattants de la liberté », le 9 février : « *Les vrais Européens, c'est ici, sur le Maïdan, qu'ils se trouvent réunis !* » Pas plus que les autres, BHL ne remarque la présence, pourtant particulièrement visible, au milieu de la foule, d'oriflammes pas vraiment anodins. Les drapeaux horizontaux rouge et noir appartiennent aux militants de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), branche militaire de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) qui, en d'autres temps, collabora avec le IIIe Reich. Le trident jaune sur fond bleu orne les bannières du parti d'extrême droite Svoboda (Liberté). Ex-Parti social-nationaliste d'Ukraine, qui arborait un symbole proche de la swastika, Svoboda a renoncé à ce dernier en 2004, pour se forger un minimum de respectabilité [11]. Ce qui ne l'empêche pas de conserver son discours antisémite et russophobe et d'afficher sa priorité des priorités : la « dé-soviétisation » du pays ! Comme le fait le C14 (ancienne aile jeunesse de Svoboda). Coalition de groupuscules fascistes qui considèrent Svoboda « trop libéral », Praviy Sektor (« Secteur droite »), se définit avant tout comme « *nationaliste, défendant les valeurs de l'Europe blanche et chrétienne* ». Organisés, entraînés, en tenues paramilitaires, ses militants jouent un rôle essentiel dans le déchaînement de violence. Devenue force organisatrice, l'ensemble de cette mouvance crée les premières « *sotins* » (« centaines » : groupes de combat de 60 à 100 personnes), introduit explosifs artisanaux et armes à feu dans les manifestations.

Une telle présence de forces fascisantes sur le Maïdan ne fait pas de tous les Ukrainiens des néo-nazis – comme le suggère sans nuances Vladimir Poutine quand il prétend « dénazifier » le pays. Elle ne peut toutefois être occultée car exerçant sur la sphère militaire et politique ukrainienne une influence très supérieure à sa représentation électorale. Le 13 janvier 2014, dans un article intitulé « La triste progression du mouvement de protestation ukrainien, de la démocratie et de l'Etat de droit vers l'ultranationalisme et l'antisémitisme », Oleksandr Feldman, président du Comité juif ukrainien et membre du Parlement, appelait les dirigeants de l'opposition Arseni Iatseniouk et Vitali Klitschko à dénoncer « *la dérive néo-fasciste [constatée] au cours des dernières semaines et à rompre leur alliance avec Svoboda* [12] ».

Ianoukovitch fut renversé. Non par un mouvement présenté de manière idyllique comme « citoyen et populaire », mais par une « révolution de couleur » soutenue depuis l'étranger.

Le déroulé de l'opération passe d'autant moins inaperçu en Amérique latine que des pratiques similaires ou approchantes ont été mises en œuvre au Venezuela en avril 2002 (tentative de coup d'Etat contre Hugo Chávez), puis en 2014 et en 2017 à travers ce qu'on a appelé les « *guarimbas* » ; au Nicaragua en 2018 ; en Bolivie en 2019. De quoi rapprocher les gauches continentales des thèses, pas toujours hors-sol, défendues par Moscou.

Pour en revenir à l'Ukraine, le nouveau gouvernement pro-occidental du milliardaire Petro Porochenko est rejeté par l'est du pays, qui compte une forte population russophones. Qui plus est, le pouvoir jette de l'huile sur le feu : promulgation de « lois de « dé-communisation », abolition du statut du russe comme seconde langue officielle dans les régions de l'Est, promotion des groupes d'extrême droite... Une telle offensive provoque d'inévitables réactions. Dont la sécession (assistée en sous-main par Moscou), puis l'annexion de la Crimée le 18 mars 2014 par Vladimir Poutine, après un référendum que conteste la « communauté internationale ». *« On nous répète sans cesse que le Kosovo, c'était un cas à part, car des milliers de personnes y ont péri, réagira Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie. Faut-il en conclure que, pour que les habitants de la Crimée obtiennent la reconnaissance de leur droit imprescriptible, il faut que coule autant de sang en Crimée qu'au Kosovo ? Pardonnez-moi, ce sont des parallèles et des analogies parfaitement impropres [13]. »*

Mouvements autonomistes dans l'est de l'Ukraine : frontalier de la Russie, le Donbass est le théâtre d'affrontements entre séparatistes pro-russes et armée ukrainienne. Pour mettre fin aux hostilités, deux accords sont signés à Minsk, capitale de la Biélorussie. Le premier (5 septembre 2014), par les représentants du Groupe de contact trilatéral sur l'Ukraine - Russie, Ukraine et Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). Le second (12 février 2015), par les présidents François Hollande, Angela Merkel, Petro Porochenko et Vladimir Poutine. Ce dernier n'appuie pas la revendication d'indépendance des séparatistes. De fait, les protocoles signés prévoient que le gouvernement ukrainien reprendra le contrôle de ses frontières orientales, mais procédera à une réforme constitutionnelle permettant que les régions de Donetsk et de Lougansk bénéficient d'un statut spécial, une forte autonomie respectant leur spécificité linguistique [14].

Jamais les gouvernements ukrainiens pro-occidentaux successifs ne respecteront ces accords pourtant garantis par Bonn et Paris. Pis... Au vu et au su de tous, le Donbass va être livré aux bombardements et à la soldatesque des milices ultranationalistes et néonazies [15]. Formé le 5 mai 2014, composé majoritairement d'Ukrainiens mais aussi de volontaires étrangers, le Bataillon Azov, dont les « hommes en noir » professent l'idéologie du IIIe Reich et la suprématie de la race blanche, est rapidement incorporé à la Garde nationale. L'emblème du bataillon reprend les couleurs bleu et jaune de l'Ukraine ainsi que la « *Wolfsangel* » inversée [16]. Avec le soutien logistique de l'armée ukrainienne, les exactions de cette unité chargée de terroriser les populations russophones et de faire la sale besogne sont innombrables (et documentées). Depuis 2014, la « guerre sale » menée dans le Donbass a fait de l'ordre de 14 000 morts.



Emblème du Bataillon d'Azov.

Trois pays latinos se retrouvent dans l'œil du cyclone pour leur « appui à la Russie » : Cuba, le Nicaragua et le Venezuela. Réflexes ataviques d'un anti-impérialisme coincé dans les coordonnées des années 1960-1970 ? Ces pays pointent surtout l'hypocrisie des prédicateurs revendiquant pour Kiev les principes wilsoniens du droit à la souveraineté nationale et à l'autodétermination [17]. Droits aussi légitimes qu'intangibles, nul ne le contestera ici. Mais entend-on ces voix exiger la même chose pour Managua, La Havane ou Caracas ? Cuba, victime depuis 1962 d'un embargo dévastateur et illégal au regard du droit international parce que son « régime » ne convient pas à l'Hégémon. Le Venezuela, dont l'économie a été détruite par les mesures coercitives unilatérales imposées par Washington depuis un décret absurde signé en mars 2015 par Barack Obama.

Il est plaisant d'entendre ces jours-ci les rois du commentaire décrire avec force détails (et une certaine délectation) comment les sanctions prises par les Etats-Unis et l'Union européenne - une « guerre totale » ! - vont mettre la Russie à genoux et affecter durement sa population. Ces dernières années, les mêmes « spécialistes de tout » ont passé leur temps à prétendre que le châtement imposé au Venezuela par les Etats-Unis n'était nullement responsable de l'effondrement du pays - imputable à la seule gestion du « dictateur Nicolás Maduro ». Ce sont les mêmes mesures, effectivement dévastatrices ! Elles ont interdit toute transaction avec la Banque centrale vénézuélienne (BCV), elles ont étouffé l'industrie pétrolière et ses exportations (96 % des revenus du pays), elles ont paralysé les importations, elles ont cruellement frappé la population. Et pourtant, le Venezuela bolivarien n'a jamais envahi personne pour être ainsi châtié... Simplement, son indépendance et sa politique n'ont pas l'heur de plaire à « *Yankilandia* » [18].

L'OTAN, donc... L'Ukraine aurait un droit inaliénable à rallier le pacte militaire de son choix. Qu'on imagine un seul instant la Russie (ou la Corée du Nord ou l'Iran ou n'importe quelle

puissance possiblement hostile) installer des bases militaires dotées d'armes stratégiques au Mexique, à Cuba, au Nicaragua, dans les îles de Saint-Vincent et les Grenadines, au Venezuela... S'agissant de la réponse de la Maison-Blanche et du Pentagone, le champ des hypothèses n'est pas très étendu. Car il existe un précédent. Celui-ci a commencé le 14 octobre 1962 lorsque, après avoir repéré des cargos soviétiques chargés de missiles en route vers Cuba, des avions espions américains ont pris, en survolant l'île, des clichés de rampes de lancement de fusées à moyenne portée. A 140 kilomètres de la Floride ! Le président John F. Kennedy imposa un blocus maritime et ferma les voies d'accès vers Cuba. Bras de fer. La moindre tentative des bateaux soviétiques de forcer la quarantaine pouvait provoquer un conflit ouvert entre Washington et Moscou. C'est-à-dire une possible confrontation nucléaire. La quintessence de la démence meurtrière. Qui prendrait un tel risque ? Au terme d'un compromis, Nikita Khrouchtchev donna l'ordre à ses navires de rebrousser chemin tandis que Kennedy s'engageait à ne pas envahir Cuba (et à retirer les fusées américaines de Turquie). C'est là la seule fois dans l'Histoire où les Etats-Unis ont pu légitimement se sentir menacés par Cuba (à la décharge de l'île, on rappellera qu'un débarquement d'exilés anticastristes dans la baie des Cochons avait tenté en avril 1961 de renverser Fidel Castro - d'où le besoin de protection). En tout état de cause, ce rappel historique souligne tout simplement qu'en matière d'extension d'une force potentiellement hostile, le maximalisme n'est ni souhaitable ni permis. Pas plus sur les frontières de la Russie que sur celle des États-Unis.

Agressés ces dernières années par Washington, tant Cuba que le Nicaragua et le Venezuela ont trouvé en la Russie un allié précieux. Depuis le retour de Daniel Ortega au pouvoir en 2007, Managua et Moscou ont ainsi renforcé leurs relations dans tous les domaines - à tel point que le Nicaragua a ouvert un consulat en Crimée après son annexion. Pour diverses raisons, Managua se trouve dans le collimateur de Washington [19]. Le 24 février dernier, après un passage par Cuba, le président de la Douma (Chambre basse du Parlement russe) Viatcheslav Volodin s'est réuni dans la capitale nicaraguayenne avec le président Ortega. La semaine précédente, le vice-premier ministre Yuri Borisov avait fait le même déplacement. Ces rencontres ont donné lieu à la signature d'accords économiques et militaires tandis que, pour expliquer cette « *solide alliance* » avec un Nicaragua menacé de « sanctions » par Washington, Volodin soutenait que Moscou « *se base sur le principe de la non-intervention dans les Etats souverains* » - ce qui ferait évidemment sursauter plus d'un Ukrainien !

Le Venezuela n'ignore pas que l'agression dont il est victime a une origine : ses réserves de pétrole, les plus importantes du monde (sans parler de l'or, du coltan et d'un certain nombre de métaux précieux). C'est donc avec un œil particulièrement aiguë qu'il a suivi les pressions de toutes sortes exercées par Washington sur Moscou, Bonn et Bruxelles, pour empêcher l'achèvement et la mise en service du gazoduc Nord Stream 2. Washington n'a pas d'amis (même pas l'Allemagne !), uniquement des intérêts. Lesquels ne sont pas neutres dans l'agressivité affichée, depuis plusieurs années, à l'égard de Moscou. Le gaz russe constitue un obstacle à la conquête de l'Europe par le gaz naturel liquéfié (GNL) étatsunien. Lequel, depuis la balle dans le pied que vient de se tirer Poutine, voit augmenter ses possibilités de pénétration. Amis de l'environnement, bonjour ! Un gaz « non conventionnel » tiré du sous-sol par la technique très polluante de la fracturation hydraulique et acheminé dans des navires méthaniers...

Plus encore que le Nicaragua, le Venezuela est hautement redevable à la Russie, dont l'aide économique a contribué à atténuer l'effet des « sanctions » étatsuniennes. Entamée à l'époque du président Chávez, l'assistance militaire de Moscou a été tout aussi

déterminante à l'époque où, Donald Trump ayant mis « *toutes les options sur la table* », les tambours de guerre résonnaient sur les frontières. Totalement aligné sur la Maison-Blanche, le président Colombien Iván Duque ne demandait qu'à agir et une enquête récente du journaliste Horacio Verbitsky a révélé que, sous Mauricio Macri, l'armée argentine s'est spécifiquement préparée, entre avril et juillet 2019, pour une intervention au Venezuela en tant que membre d'une force « multinationale » [20]. La présence en République bolivarienne, non de bases russes, mais d'un armement défensif conséquent – chars T-72, avions de chasse Sukhoi Su-30A, batteries anti-missiles et radars de dernière génération installés tant à Caracas (Fort Tiuna) qu'à proximité de la frontière colombienne – n'a pas été neutre dans le non-recours à cette option.

Chacun à sa manière, ces trois pays ont manifesté leur non alignement sur la « norme commune ». Néanmoins, leurs réactions recoupent nombre des déclarations de pays non catalogués « pro-Poutine ». « *Défenseur du droit international et attaché à la Charte des Nations unies, Cuba défendra toujours la paix et s'opposera à l'usage ou à la menace de la force contre tout Etat, proclame La Havane. Nous regrettons profondément la perte de vies civiles innocentes en Ukraine. Le peuple cubain a eu et continue d'avoir une relation attachante avec le peuple ukrainien.* » Mais, « *il n'est pas possible d'examiner avec rigueur et honnêteté la situation actuelle en Ukraine sans évaluer soigneusement les justes revendications de la Fédération de Russie à l'encontre des Etats-Unis et de l'OTAN (...)* ».

Même tonalité chez le représentant de Managua devant l'Assemblée générale des Nations unies : « *Le Nicaragua réitère son engagement à respecter la souveraineté, l'intégrité territoriale et la sécurité de tous les pays. Les Etats membres doivent impérativement respecter les buts et principes de la Charte des Nations unies. Cela s'applique à tous les Etats membres des Nations unies.* » Toutefois... « *Le Nicaragua considère que les négociations entre la Russie et l'Ukraine sont essentielles (...) pour garantir la sécurité et la paix, là où l'OTAN a insisté pour ignorer les accords qui, à différents moments, ont été assumés avec la Fédération de Russie après la dissolution de l'Union soviétique.* »

Le 2 mars, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté (141 voix) une résolution déplorant dans les termes les plus énergiques « *l'agression* » commise par la Russie contre l'Ukraine et exigeant qu'elle retire immédiatement ses forces militaires du territoire ukrainien. Aucun pays d'Amérique latine n'a voté « contre ». Ni le Salvador, la Bolivie, Cuba et le Nicaragua, qui font partie des abstentionnistes (35 pays) [21], ni le Venezuela, qui n'a pas participé à la session – en raison de ses difficultés économiques, il a accumulé trop d'arriérés dans sa contribution financière obligatoires au budget de l'ONU et s'y voit donc privé du droit de vote, même s'il peut s'y exprimer. Ce qu'il fit donc ultérieurement : « *Le Venezuela joint sa voix à la paix, au dialogue, aux résolutions [des conflits] par des mécanismes pacifiques, a déclaré le 7 mars la vice-présidente vénézuélienne Delcy Rodríguez durant son intervention au Congrès du Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV). On ne nous verra jamais dans les rangs de la guerre, ou pour la guerre. On nous verra toujours pour les droits des êtres humains, pour les droits de l'environnement et de la planète.* »

L'OTAN et ses « puissances » peuvent-elles en dire autant ?

Depuis sa ratification par Cuba en octobre 2002, le Traité de Tlatelolco, initialement signé par quinze Etats le 14 février 1967, regroupe l'ensemble des pays d'Amérique latine et des Caraïbes auxquels il interdit de fabriquer ou d'acquérir des armes nucléaires et de les déployer sur leur territoire [22]. Cinq puissances nucléaires reconnues par le Traité de non-

prolifération (TNP), soit la Chine, les Etats-Unis, la France, la Fédération de Russie et le Royaume-Uni ont signé et ratifié un protocole additionnel à ce Traité dans lequel elles s'engagent à ne pas mettre en péril ce statut de zone dénucléarisée.

Les îles Malouines (Falkland Islands en anglais, Islas Malvinas en espagnol) appartiennent à un archipel de l'Atlantique Sud situé à 480 km des côtes de l'Argentine et à 14 600 kilomètres de celles de l'Angleterre. Elles comptent une population d'environ 3 000 habitants, dont les deux tiers résident dans la capitale Port Stanley. Depuis 1820, l'Argentine conteste la souveraineté du Royaume-Uni sur ces îles, à tel point que, en 1982, elles ont été l'enjeu d'un conflit militaire entre les deux pays – la Guerre des Malouines.

Les 10 et 11 mars 2013, lors d'un référendum sans aucune base légale organisé par Londres, les habitants de l'archipel ont voté massivement en faveur du maintien dans le giron britannique – renvoyant dans les limbes de l'ignorance ou de la mauvaise foi le quotidien *Libération* (16 mars 2014) quand il vit dans le référendum en... Crimée un « *putsch politique et militaire orchestré de main de maître depuis Moscou, [qui] crée un précédent dangereux, sans équivalent depuis la seconde guerre mondiale* ».

Réaction de la « communauté internationale » devant le référendum austral orchestré par Londres : « *Nada !* »

Lors de la Conférence générale de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (OPANAL) tenue à Buenos Aires en 2013, la présidente argentine Cristina Fernández de Kirchner a dénoncé la présence croissante de « *sous-marins nucléaires* » du Royaume-Uni dans les eaux de l'archipel des Malouines, en violation flagrante du Traité de Tlatelolco. Une décennie plus tard ou presque, le Royaume-Uni, membre de l'OTAN, maintient à travers les îles six sites distincts qu'occupent entre 1000 et 2000 soldats. La caserne et la base aérienne géante et inter-armée de Mount Pleasant sont les plus importantes. La construction d'un port en eau profonde (Mare Harbour) à Port Stanley en amplifie la capacité militaire et sert les intérêts stratégiques britanniques et américains dans l'Atlantique sud. Appareillant des Malouines, d'imposants navires de la Navy patrouillent en permanence dans la région. Narguant une Amérique latine qui a banni l'arme atomique de ses contrées, des sous-marins nucléaires y naviguent toujours aussi ostensiblement.

En présence du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, le président cubain Raúl Castro ouvre le 28 janvier 2014, à La Havane, le second Sommet de la Communauté des Etats latino-américains et Caraïbes (CELAC). Tout un symbole : Castro a troqué pour l'occasion son uniforme de général pour un sobre costume bleu nuit. Le lendemain, c'est lui qui informe solennellement : qu'ils soient gouvernés par la gauche ou par la droite, les trente-trois membres du bloc [\[23\]](#) se sont mis d'accord pour déclarer la région « Zone de paix ». L'acte signé fait état de l'engagement envers la solution pacifique des différends dans la région et dans le monde pour bannir à jamais le recours à la force ; exprime la décision de respecter le droit inaliénable de chaque Etat de choisir son système économique, politique, social et culturel. Le président Castro demande aux représentants de la CELAC de « *se guider sur cette déclaration lorsqu'ils devront prendre des décisions à l'échelle internationale* ».

Une Zone de paix ! Qui pourrait y trouver à redire ? Personne. Sauf que...

Voici qu'arrive l'OTAN, la succursale des Etats-Unis. Signé le 24 août 1949, son traité fondateur invite à rejoindre l'organisation « *tout Etat européen susceptible (...) de*

contribuer à la sécurité de la région de l'Atlantique Nord » (article 10). Vous avez dit européen ? Le 25 juin 2013, à Bruxelles, c'est un ministre de la Défense... colombien, Juan Carlos Pinzón, qui annonce les prémices d'un « accord » entre son pays et l'OTAN. Des militaires colombiens commencent à recevoir un entraînement à Rome (Collège de défense de l'OTAN) et à Oberammergau (Allemagne), où fonctionne une école de cadres de l'Organisation. Un an plus tard, le président Juan Manuel Santos réalise le rêve affiché de son prédécesseur Álvaro Uribe en présentant un projet de loi faisant de la Colombie un « observateur » de l'Organisation atlantique. De partout fusent les protestations. « Il y a un tournant négatif vers un agenda de déstabilisation régionale, de division régionale, d'attaque contre la révolution bolivarienne et d'adhésion aux plans hégémoniques impériaux », s'insurge Nicolás Maduro. « Je veux que vous sachiez que c'est une agression, une provocation, une conspiration contre les gouvernements anti-impérialistes, contre le Venezuela, le Nicaragua, l'Équateur, la Bolivie, et nous ne le permettrons pas », s'enflamme Evo Morales, le président bolivien. Ministre de la Défense du Brésil, Celso Amorim déclare : « Nous respectons la souveraineté des pays, mais nous sommes préoccupés par le rapprochement d'un pays membre de l'Union des nations sud-américaines [Unasur] et du Conseil sud-américain de défense avec une alliance militaire de défense extrarégionale [24]. »

En raison de vices de procédure dans son approbation par le Congrès, la Cour constitutionnelle déclarera cet accord inconstitutionnel en 2015, jusqu'à ce que, en mai 2017, le législatif approuve l'entrée de la Colombie comme « partenaire global » dans cette alliance militaire « qui défend la démocratie ». Une entrée annoncée « effective » le 31 mai 2018 et définitivement ratifiée par le président Iván Duque, à Bruxelles, le 14 février dernier.

Avec sept bases utilisées en permanence par les militaires « yankees », la Colombie est déjà un vaste camp US surarmé. Depuis juin 2020, plusieurs dizaines de membres de la Brigade d'assistance des forces de sécurité (Security Forces Assistance Brigade ou SFAB) sont arrivés en complément pour « conseiller », « assister », « activer » et « accompagner » l'armée colombienne. Il s'agit, a-t-on mille fois expliqué tant au sein du Commandement sud de l'armée des Etats-Unis (*US Southern Command*) qu'à Bogotá, de lutter contre le narcotraffic. Avec un bilan pour le moins mitigé si l'on en croit Pierre Lapaque, représentant de l'Office des Nations unies contre les drogues et le crime (ONUDC), le 9 juin 2021 : « Le pays comptait 143 000 hectares de cultures illicites en 2020, ce qui représente une diminution de 7 % par rapport aux 154 000 de 2019 », mais « la production de cocaïne continue à augmenter », Que viendrait faire de plus l'OTAN dans ce borbier ?

Objectifs officiellement annoncés : « Parvenir à des approches communes face aux défis mondiaux en matière de sécurité, tels que la cyber-sécurité, la sécurité maritime, le terrorisme et ses liens avec le crime organisé ; soutenir les efforts de paix et de sécurité, y compris la sécurité humaine, en mettant particulièrement l'accent sur la protection des civils et des enfants ; promouvoir le rôle des femmes dans la paix et la sécurité, ainsi que renforcer les capacités des forces armées colombiennes. ». On croit rêver. Les femmes et les enfants défendus en Colombie par un partenariat avec l'OTAN... Ne manquent que les parterres de fleurs, les petits oiseaux et les gentils lapins...

En adhérant à l'Alliance, Bogotá lui ouvre la porte aux frontières du Brésil, de l'Equateur, du Pérou, du Panamá et surtout du Venezuela. Quelques jours avant que Duque ne se rende à Bruxelles pour ratifier l'accord avec l'OTAN, la secrétaire d'Etat étatsunienne pour les affaires politiques, Victoria Nuland - ex-actrice remarquée de la place Maïdan, le monde est

vraiment petit ! –, rencontra à Bogotá des fonctionnaires colombiens dans le cadre d'un dialogue stratégique « de haut niveau » sur la sécurité. A une station de radio, elle a confié : « *Les Russes sont chaque jour plus actifs sur la frontière entre la Colombie et le Venezuela.* »

A Bruxelles, le 14 février, en présence du secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg, le président Duque en fit des kilos sur le même thème. « *Nous avons échangé des points de vue sur l'approfondissement de la coopération entre la Russie et la Chine, et notamment sur leur soutien au régime répressif du Venezuela* », déclarera Stoltenberg en conférence de presse. Avant de remercier le colombien « *pour la contribution de son pays à la consolidation de la paix et de la stabilité à l'échelle internationale* » et de conclure : « *Donc, notre coopération est bonne pour l'OTAN et bonne pour la Colombie. L'OTAN soutient le développement des forces armées et des institutions colombiennes, faisant d'elles un exemple pour le reste de l'Amérique latine.* »

Merci, Stoltenberg, voici l'opinion rassurée ! Le 18 février 2021, en effet, la juridiction spéciale pour la paix (JEP) avait semé le trouble en révélant que, entre 2002 et 2008, l'armée colombienne a assassiné plus de 6 400 civils, présentés ensuite comme des guérilleros. L'épisode peut paraître lointain. Sans entrer dans une description exhaustive des multiples exploits des nouveaux petits soldats de l'OTAN, on mentionnera le dernier des mille scandales qui commotionnent quotidiennement l'opinion publique colombienne : la destitution, le 13 février 2022, du général Jorge Hernando Herrera Díaz, et le transfert de son cas au Bureau du procureur général de la Nation. Lors d'une réunion des commandants de la 29e Brigade de l'armée, Díaz a imprudemment révélé ses relations avec le gang de narco-paramilitaires « Los Pocillos », qui gère un couloir par lequel transitent 150 tonnes de cocaïne chaque année [25]. Malheureusement pour lui, l'enregistrement de la conversation a fuité.

Bienvenue au sein de l'OTAN, donc, pour ce pays où un « Alexeï Navalny » anonyme est assassiné tous les deux jours (36 depuis début 2022, 1320 depuis 2016).

Conflit Russie-Ukraine. Tensions avec le Venezuela. Fin février, dans la mer Caraïbe, à 70 miles nautiques (130 kilomètres) de Cartagena, la marine colombienne et l'US Navy ont effectué un exercice commun. Pour la première fois, un sous-marin nucléaire, l' « *USS Minnesota* », participait aux manœuvres. « *Il s'agit d'un exercice de l'OTAN*, précisa fièrement le ministre colombien de la Défense Diego Molano. *L'apparition d'un sous-marin nucléaire dans la Caraïbe colombienne est un signe de confiance.* » Il s'agit, ajouta-t-il, de « *protéger les intérêts communs, tels que la lutte contre le trafic de drogue, à laquelle participent quarante pays qui unissent leurs forces pour saisir la cocaïne et d'autres drogues illicites.* » Des missiles de croisière BGM-109 Tomahawk (équipés d'ogives conventionnelles ou nucléaires), des torpilles Mark 40 (destinées à l'attaque des sous-marins nucléaires en eau profonde), des missiles « antinavire » (longue portée) AGM-84 Harpoon pour... intercepter des narcos ! A Caracas, on est en droit d'en douter.

Sous des aspects plus policés, Biden n'est en rien différent de Trump. S'agissant du Venezuela, « *toutes les options* » sont toujours « *sur la table* ». Certaines peuvent apparaître, de façon tout à fait inattendue. Qu'on en juge...

Conseiller spécial de Joe Biden pour l'Amérique latine, Juan González se réjouit le 27 février (*Voz de América*) : les sanctions appliquées « *à l'agresseur de l'Ukraine sont si fortes qu'elles auront un impact sur les gouvernements qui ont des liens économiques avec la Russie. Et c'est à dessein. Le Venezuela va donc commencer à ressentir cette pression, le*

Nicaragua aussi, tout comme Cuba. »

Le 8 mars, Biden renforce spectaculairement les mesures coercitives en décidant d'interdire les importations énergétiques russes aux Etats-Unis. Ce sera selon lui « *un coup dur pour la machine de guerre de Vladimir Poutine* ». Cet embargo va avoir d'énormes répercussions dans le monde entier, soulignent les experts, qui annoncent « *un choc énergétique* ». De fait. Les marchés paniquent. Même les Etats-Unis sont touchés, dont 8 % des importations de pétrole proviennent de Russie. Biden le savait. Il faut à Washington de nouveaux partenaires. Dès le 5 mars, il a donc envoyé une délégation au... Venezuela. Ce pays n'a plus le droit de vendre son pétrole brut sur le marché américain. La guerre en Ukraine change la donne. Parmi les trois membres qui composent, la délégation figure Juan González. Celui qui se réjouissait de l'impact à venir des « sanctions » ravale précipitamment son hostilité et rencontre le président... - non, pas l' « employé modèle » Juan Guaido, qui n'a même pas été prévenu - et rencontre, donc, le vrai chef de l'Etat, snobé depuis 2018, Nicolás Maduro. Confirmé par ce dernier, le premier tour de table permet de comprendre que les Etats-Unis souhaitent savoir si - en échange de tout ou partie des mesures coercitives ? - ils ne pourraient pas remplacer une partie de leurs importations de pétrole russe par du pétrole vénézuélien.

Quitte à ressortir le bâton si la négociation, qui ne fait que débiter, échoue.

Entre ses *Main Operating Bases* (MOB : base militaire comportant d'importante infrastructure), ses *Foreign Operating Locations* (FOL : site opérationnel pré-positionné), ses *Cooperative Security Locations* (CSL : site de sécurité en coopération, équipé des technologies les plus avancées en matière d'espionnage et de détection), ses *Regional Emergency Operations Center*(REOC : centre d'opérations d'urgence régionale), le Southcom dispose de 76 bases militaires autour de l'Amérique latine et sur son territoire. Réactivée par le Pentagone en avril 2008 pour faire ostensiblement face à la montée en puissance des gouvernements de gauche dans la région, la IVe Flotte opère de la Caraïbe à l'Atlantique sud [26].

Pour les « élites » du monde, qui voient en l'Amérique latine un formidable réservoir de matières premières, cela n'est pas suffisant. En février 2019, le secrétaire général Jens Stoltenberg déclarait publiquement qu' « *il est possible d'envisager l'option selon laquelle d'autres pays d'Amérique latine deviennent également des partenaires de l'OTAN* » [27]. Cette même année 2019, Lors d'une rencontre entre Bolsonaro et Donald Trump, ce dernier se proposa comme intermédiaire pour faire entrer le Brésil au sein de l'Organisation. Proposition réitérée en 2021 à Bolsonaro par le conseiller à la Sécurité nationale Jake Sullivan, en échange d'une prise de distances à l'égard de Pékin et Moscou.

Deux objectifs sont recherchés par ce type d'intégration. En premier lieu, l' « interopérabilité ». Ce terme barbare recouvre l'aptitude d'organisations militaires différentes à mener des opérations conjointes en quelque lieu que ce soit. Elle exige d'eux qu'ils partagent une doctrine et des procédures communes, leurs infrastructures et leurs bases respectives, leurs ressources, et qu'ils soient en mesure de communiquer les uns avec les autres [28]. Elle crée en second lieu des synergies entre les pays membres et, en particulier, au sein de leurs forces armées. En ce sens, elle renouvelle en l'élargissant la technique mise en œuvre au sein de la ténébreuse Ecole des Amériques (SOA ; *School of Americas*) qui, installée au Panama de 1946 à 1984, forma aux doctrines de contre-insurrection des dizaines de milliers d'officiers latino-américains (devenus pour certains dictateurs ou tortionnaires) [29]. Outre la formation militaire avec des instructeurs du « premier monde », les relations entre officiers des différents pays créent une sorte de

franc-maçonnerie possédant ses réseaux, ses moyens financiers autonomes, son vocabulaire commun. Quel que soit la nation d'origine, le militaire est gagné subtilement au « *way of life* » occidental par des contacts répétés. Un bain idéologique et une franche camaraderie auxquels – indépendamment des éventuelles alternances politiques – il aura du mal à renoncer.

En violant le droit international et en envahissant illégalement l'Ukraine, la Fédération de Russie est directement responsable de la tragédie qui commotionne le monde entier. Toutefois, au-delà de l'émotion immédiate, de la compassion et de la solidarité éprouvées, sans retenue aucune, pour le peuple ukrainien, on ne peut juger « la partie » sans analyser « le tout ». On ne peut pas plus personnaliser et psychiatriser de façon absurde – « la folie de Poutine ! » – sans questionner l'irrationalité ou le cynisme des décisions du « camp du bien ». Sans sécurité pour tous, il n'y a et il n'y aura de sécurité pour personne. L'élargissement de l'OTAN ne répond nullement à la nécessité de garantir la paix et la stabilité de ses membres, mais à la volonté de domination d'un club sélect et belliciste dirigé et dominé par les Etats-Unis. Quiconque en douterait n'a qu'à observer l'Amérique latine. Hors zone, hors sol, hors temps, l'OTAN et les siens y bafouent de façon obscène la dénucléarisation imposée par le Traité de Tlatelolco et, grâce à un cheval de Troie (peut-être deux ou trois demain), la volonté clairement exprimée de vivre dans une Zone de paix.

Maurice Lemoine

Illustration : Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'OTAN et Ivan Duque, président de la Colombie, le 14 février 2022 / Photo : [NATO Flickr CC](#)

Notes :

[1] Liste complète : Antigua et Barbuda, Bahamas, La Barbade, Belize, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Equateur, Etats-Unis, La Grenade, Guatemala, Guyana, Mexique, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Surinam, Trinidad et Tobago.

[2] Après moult péripéties plus ubuesques les unes que les autres, la sous-commission des accusations constitutionnelles du Congrès péruvien a approuvé le 28 février une motion visant à *destituer* le président pour de supposées « violation de la Constitution » et « trahison de la patrie ».

[3] Si l'envoi d'un contingent militaire colombien n'est nullement à l'ordre du jour, plusieurs dizaines d'ex-militaires de ce pays, d'après le quotidien *El Espectador*, se prépareraient à rejoindre Kiev après que le président Zelenski ait appelé les volontaires du monde entier à rejoindre la Légion de défense territoriale de l'Ukraine.

[4] La campagne de mars 2003 contre l'Iraq a été menée par une coalition de forces de différents pays, dont certains appartenaient à l'OTAN et d'autres non. Du fait de ses divisions internes (opposition de la France et de l'Allemagne), l'OTAN, en tant qu'organisation, n'a joué aucun rôle ni dans la décision de lancer la campagne, ni dans sa conduite. Toutefois, en 2004, au sommet d'Istanbul, les « Alliés » ont

dépassé leurs divergences et ont décidé d'aider l'Iraq à mettre en place « des forces de sécurité efficaces et responsables ». C'est ainsi qu'a été créée la Mission OTAN de formation en Iraq (NTM-I).

[5] <https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/russia-programs/2017-12-12/nato-expansion-what-gorbachev-heard-western-leaders-early>

[6] Philippe Descamps, « L'OTAN ne s'étendra pas d'un pouce vers l'est », *Le Monde diplomatique*, Paris, septembre 2018.

[7] <https://www.spiegel.de/ausland/nato-osterweiterung-aktenfund-stuetzt-russische-version-a-1613d467-bd72-4f02-8e16-2cd6d3285295>

[8] L'OTAN s'est élargie à la Hongrie, la Pologne et la République tchèque en 1999 ; à la Bulgarie, l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie, la Roumanie, la Slovénie et la Slovaquie en 2004 ; à l'Albanie et la Croatie en 2009 ; au Monténégro en 2017 ; à la Macédoine du Nord en 2020. Trois pays ont exprimé le souhait de rejoindre l'organisation : la Géorgie, la Bosnie-Herzégovine et... l'Ukraine.

[9] Mouvement de contestation autogéré dénonçant les abus du capitalisme financier né le 17 septembre 2011.

[10] Suite à la mort de George Floyd, Afro-américain de 46 ans assassiné par un policier le 25 mai 2020 à Minneapolis.

[11] Le 13 décembre 2012, dans une résolution sur la situation en Ukraine, le Parlement européen lui-même condamnera toute alliance avec le parti Svoboda.

[12] https://www.huffpost.com/entry/ukraine-protests-nationalism-anti-semitism_b_4588507

[13] *Le Courrier de Russie*, Moscou, 16 avril 2014.

[14] Les accords prévoyaient également : suppression de toutes les armes lourdes dans une zone de 15 kilomètres derrière la ligne de contact, par chaque partie du conflit, afin de créer une zone démilitarisée de 30 kilomètres de large en tout ; interdiction d'opérations offensives ; interdiction du survol de la zone de sécurité par des avions de combat ; retrait de tous les mercenaires étrangers de la zone de conflit ; mise en place d'une mission de l'OSCE pour surveiller la mise en œuvre du protocole.

[15] <https://consortiumnews.com/2015/06/12/u-s-house-admits-nazi-role-in-ukraine/>

[16] La « *Wolfsangel* » (« crochet à loups ») fut l'emblème, entre autres, de la 2e division SS « *Das Reich* ».

[17] Dans un discours tenu le 8 janvier 1918 devant le Congrès, le président des Etats-Unis Woodrow Wilson (1913-1921) introduit en « quatorze points » le concept du droit des peuples à disposer d'eux-

mêmes.

[18] La terre des Yankees.

[19] Lire « L'âge d'or et la fin de cycles ne sont plus ce qu'ils étaient » (31 janvier 2022) – <https://www.medelu.org/L-Age-d-or-et-la-Fin-de-cycle-ne-sont-plus-ce-qu-ils-etaient>

[20] <https://www.resumenlatinoamericano.org/2022/02/13/argentina-un-general-paleolitico-y-la-planificacion-de-la-invasion-a-venezuela/>

[21] Dont la Chine, l'Inde, l'Iran, le Pakistan et de nombreux pays africains (Algérie, Afrique du Sud, Centrafrique, Mali, Burkina Faso, Sénégal, etc.). N'ont voté « contre » que cinq pays : Russie, Bélarus, Erythrée, Corée du Nord et Syrie.

[22] <http://www.obsarm.org/obsnuc/traites-et-conventions/francais/tlatelolco.htm>

[23] Tous les Etats du continent et des Caraïbes, sauf les Etats-Unis et le Canada.

[24] Le Conseil de défense sud-américain (CDS) est une initiative militaire promue sous la direction du Brésil qui vise à « construire une identité de défense sud-américaine ».

[25] <https://cambiocolombia.com/articulo/conflicto/esta-es-la-puta-guerra-general-reconoce-alianza-con-narcotraficantes-para>

[26] Créée pendant la Seconde Guerre mondiale pour protéger le trafic dans l'Atlantique Sud, la IVe Flotte avait été dissoute en 1950.

[27] <https://www.pagina12.com.ar/406149-la-sombra-de-la-otan-en-bolivia>

[28] https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/pdf_publications/20120116_interoperability-fr.pdf

[29] Transférée en 1984 à Fort Benning (Géorgie), la SOA a été dissoute en 2001, pour renaître immédiatement de ses cendres sous le nom d'Institut de l'hémisphère occidental pour la sécurité et la coopération (WHISC).

La source originale de cet article est [Mémoire des luttes](#)
Copyright © [Maurice Lemoine](#), [Mémoire des luttes](#), 2022

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca